

Dévitilisation des zones rurales périphériques : l'apport des plateformes collaboratives de sociofinancement

Émilie Boily^a



RÉSUMÉ. Cet article présente l'apport potentiel du développement de l'économie collaborative et des plateformes collaboratives sur la dévitalisation des zones rurales périphériques. Plus particulièrement, il a pour but d'explorer des pistes de solution pour la perte de services de proximité de villes et municipalités dévitalisées au Québec et au Canada en étudiant le potentiel des campagnes de sociofinancement. Considérant que ce phénomène évolue rapidement, l'article se veut une étude exploratoire basée sur des exemples concrets d'initiatives régionales et locales menant à des pistes de réflexion pour la réalisation de recherches sur le sujet.

ABSTRACT. This article consists of a presentation of the potential contribution of the development of the collaborative economy and collaborative platforms on the devitalization of peripheral rural areas. More specifically, the research aims to explore possible solutions to the loss of local services to devitalized cities and municipalities in Quebec and Canada by studying the potential of crowdfunding campaigns. Considering that this phenomenon is evolving rapidly, the article is intended to be an exploratory study, based on concrete examples of regional and local initiatives, leading to avenues of reflection for carrying out research on the subject.

Introduction

Les plateformes collaboratives couvrent désormais une variété de secteurs tels que le transport (Amigo Express, Uber, Tesgo), les vêtements (Rendez-vous), l'alimentation (Uber Eats, DoorDash, Just Eat), l'hébergement (Airbnb, Vrbo, HomeAway), les espaces de travail (Montréal Coworking, les fab labs) le sociofinancement (La Ruche, Kickstarter), etc. Parallèlement à l'essor accéléré des plateformes collaboratives, tributaire du développement technologique (Möhlmann, 2015; Tussyadiah et Pesonen, 2018), les zones rurales du monde ont dû faire face à une décroissance démographique (Statistique Canada, 2017; Institut de la statistique du Québec, 2019; Béal, Cary, Fol et Rousseau, 2019), à une dévitalisation et à une perte de services de proximité au cours des dernières décennies. Ressources financières manquantes, impacts des crises économiques, fermetures ou délocalisations d'entreprises ne sont que quelques facteurs expliquant la dévitalisation des milieux ruraux. Ces

municipalités doivent désormais composer avec une réduction importante, voire une disparition de services dans de nombreux secteurs de l'activité économique et sociale.

En 2015, les Canadiens auraient amassé 133 millions de dollars sur les sites de sociofinancement (Rocha, 2017). Aux États-Unis, 36 milliards de dollars auraient été collectés sur ces plateformes collaboratives (Asano, 2016). Malgré le caractère relativement nouveau de ces plateformes collaboratives de financement, le potentiel qu'elles offrent pour le développement de projets semble non négligeable. Selon l'Autorité des marchés financiers (2020), le sociofinancement (ou crowdfunding) est une méthode de financement de projet permettant de collecter de petites sommes auprès d'un grand nombre d'individus par le biais d'internet. Ce processus pourrait contribuer à accroître les possibilités de financement de projets, le démarrage d'entreprises et la conception de produits dans les

^a Étudiante à la maîtrise en gestion des organisations, Université du Québec à Chicoutimi

milieux ruraux, souvent éloignés des grands centres et dont la réalité économique est différente.

Ainsi, ces plateformes collaboratives sans ancrage territorial représentent une offre complémentaire aux services financiers et réduisent la stigmatisation des milieux ruraux dont les services de proximité sont en déclin. Elles témoignent souvent d'un élan de solidarité permettant de rassembler les gens d'une communauté autour de la sauvegarde d'une entité locale ou de la réalisation d'un projet (p. ex., la construction d'une passerelle piétonnière dans une municipalité, la sauvegarde d'un lieu important pour une communauté, etc.). Ces plateformes représentent une option de financement autre que les prêts des institutions et des banques en impliquant la participation active de la population au développement et à la préservation d'une localité. Dans certains cas, elles semblent même agir comme soutien à l'activité économique (p. ex., les projets Sherbrooke unie contre la pandémie et S'unir pour l'avenir en Abitibi-Ouest) et comme outil afin de se doter d'infrastructures coûteuses (p. ex., une passerelle piétonnière).

Cette étude consiste donc en une présentation de l'apport potentiel de l'économie collaborative, plus particulièrement des plateformes de financement collaboratif (ou sociofinancement) sur la dévitalisation en zone rurale périphérique. L'objectif est d'observer comment ces plateformes peuvent agir comme outil complémentaire aux financements et services offerts par les institutions bancaires pour les municipalités en déclin.

1. Dévitalisation périphérique

Au Québec, plus de 150 municipalités seraient reconnues comme dévitalisées. D'autres municipalités ne faisant pas partie de la liste ont également perdu la quasi-totalité de leurs services de proximité (Plante, 2010; Lévesque, 2015). Au cours des deux dernières décennies, les zones rurales (ou périphériques), par opposition aux zones urbaines, ont dû faire face à une décroissance démographique (Statistique Canada, 2017; Institut de la statistique du Québec, 2019; Béal, Cary, Fol et Rousseau, 2019). En raison de la faible densité de population dans certains milieux, de nombreuses installations ont été contraintes de fermer (Weinert et Boik, 1995), ce qui a entraîné une dévitalisation du milieu.

Au Québec, la dévitalisation des régions périphériques est perceptible depuis plus de 30 ans. À partir des années 1980-1990, les chercheurs ont anticipé un lent processus de dévitalisation au sein des régions ressources (Tremblay et Vallières, 2013). La distance avec les grands centres permettrait notamment d'expliquer le développement économique d'une région (Polèse, Desjardins, Shearmur et Johnson, 2002; Breau, 2014).

Le phénomène de la dévitalisation des communautés rurales a été défini par le géographe Clermont Dugas en 1991 :

La dévitalisation peut être définie comme un processus qui entraîne une diminution progressive et quelquefois rapide de l'activité socio-économique d'une entité spatiale donnée et dont les effets se font sentir au niveau de la démographie, de l'occupation du sol, de l'habitat, de l'infrastructure des services, de la qualité de vie et des perspectives d'avenir (p. 3).

Selon Li, Westlund et Liu (2019), le déclin des milieux ruraux est un processus inévitable lié au passage de l'économie agraire à l'économie urbaine-industrielle, puis à l'économie de la connaissance. Les résultats de leur recherche démontrent que les interactions de ces zones éloignées ont des impacts directs sur leur développement, leur dévitalisation et leur disparition. La dévitalisation des communautés rurales serait donc le résultat d'une série de facteurs internes (faible leadership et perte de mobilisation de la communauté locale, plus faible taux de scolarité, ressources financières manquantes, vieillissement de la population, exode des jeunes, baisse du sentiment de fierté et d'appartenance à la communauté, perte d'emplois et augmentation du taux de chômage, perte progressive des services de proximité) et de facteurs externes intimement liés (centralisation des services et des marchés, contrôle externe des ressources et situation de dépendance économique, infrastructures déficientes, urbanisation, délocalisation de la seule activité économique de la municipalité, fluctuation des marchés, crises économiques et tendances de consommation)(MAMROT, 2010).

Un des défis majeurs de la dévitalisation des périphéries est la perte de services de proximité. Les services de proximité en zone rurale englobent les services nécessaires à l'activité économique. Les

périphéries en perte de services de proximité subissent généralement une réduction des ressources d'aide technique au démarrage d'entreprises, de services financiers et d'assurances, etc. (Simard, 2006; Commission de l'aménagement du territoire, 2018; OCDE, 2019). Ces services sont particulièrement nécessaires à l'activité économique. Néanmoins, en raison de la fermeture de certains points de service et de guichets automatiques dans les régions rurales ou éloignées, la Fédération québécoise des municipalités (FQM) craint une perte de vitesse du développement économique (Rémillard, 2018). Dans ces milieux, les fermetures se justifient surtout par la non-rentabilité des points de service.

Les collectivités éloignées du Québec sont fortement concernées par le recrutement et la fidélisation des personnes qualifiées dans les activités commerciales et la production. Il semble également que les compétences limitées des banquiers dans les régions essentiellement rurales limitent la capacité d'innovation des PME (OCDE, 2019). En effet, « pour concrétiser pleinement leur potentiel, les PME et les entrepreneurs doivent avoir accès à un éventail suffisamment large de sources de financement abordables financièrement » (OCDE, 2019, p. 162). Dans ce contexte, les petites et moyennes entreprises (PME) se tournent de plus en plus vers des sources de financement non bancaires. Parallèlement, toujours selon ce récent rapport de l'OCDE (2019), les instruments en ligne que sont le crédit interentreprises et le financement participatif en fonds propres ont fortement augmenté en 2017, notamment dans les pays où les marchés sont peu développés.

2. Essor des plateformes numériques

À partir des années 1990, le développement rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) laissait présager l'émergence d'une nouvelle économie qui pourrait s'émanciper des contraintes spatiales (Gay et Szostak, 2017). En effet, l'essor du numérique a permis de réduire de façon considérable les coûts de transaction, tout en favorisant les échanges à distance grâce à l'apparition des réseaux sociaux, des places de marché électroniques (*Marketplaces*), des plateformes de commerce en ligne et de consommation collaborative, etc. Plus particulièrement, la dernière décennie a été marquée par une multiplication de plateformes numériques (Kijiji, eBay, Amazon, Uber, Airbnb,

Kickstarter, Instacart, etc.) permettant à des pairs (professionnels ou particuliers) d'échanger entre eux. Essentiellement, les innovations technologiques et l'émergence des plateformes numériques (p. ex., Uber et Airbnb) ont conduit à une intensification des pratiques collaboratives déjà présentes dans les communautés (don, troc, marché de l'occasion, etc.) en réduisant les obstacles géographiques aux interactions.

Ces pratiques collaboratives s'inscrivent plus largement dans le concept d'économie collaborative, qui se fonde sur le principe d'une économie du partage ou d'échange entre pairs. Ces échanges de pair à pair se caractérisent notamment par l'échange de biens (véhicules, logements, outils, emplacements de stationnement, etc.), de services (covoiturage, bricolage, etc.) et de connaissances (cours d'informatique, communautés d'apprentissage, etc.). Ertz, Durif et Arcand (2016) soulignent l'importance du rôle changeant des consommateurs impliqués dans ces échanges et définissent le concept d'économie collaborative comme « l'ensemble des systèmes de circulation des ressources qui permettent aux consommateurs d'obtenir et de fournir temporairement ou en permanence des ressources ou des services précieux par le biais d'une interaction directe avec d'autres consommateurs ou par l'intermédiaire d'un médiateur » (p. 7, trad. libre). Les pratiques collaboratives réfèrent donc autant à l'utilisation de plateformes numériques (Uber, Airbnb, Instacart, Kijiji, Amazon) qu'à la participation à des rencontres d'échanges en personne ou à un système d'échange local (Arsel et Dobscha, 2011; Albinsson et Yasanthi Perera, 2012; Ertz, Hallegatte et Bousquet, 2019).

Les pratiques collaboratives et les activités d'échange entre pairs étaient présentes avant le développement des technologies sous-tendant les plateformes numériques (Ertz et collab., 2019). Toutefois, l'analyse de la littérature révèle que les principaux facteurs influençant le développement de l'économie collaborative sont attribuables au progrès technologique (Acquier, Daudigeos et Pinkse, 2017). En effet, les plateformes collaboratives, tributaires du développement technologique, ont rendu possibles les interactions entre particuliers à grande échelle en bouleversant de manière considérable le paysage de la vente au détail et des services aux consommateurs (Möhlmann, 2015; Tussyadiah et Pesonen, 2018).

2.1 Plateformes collaboratives de sociofinancement

En 2017, l'équipe de Radio-Canada réalisait une analyse du sociofinancement compilant les données mensuelles sur les projets basés au pays. Les résultats démontrent qu'entre 2010 et 2016, 18 000 tentatives de financement de projets (p. ex., création d'une entreprise, commercialisation d'une idée et financement d'une cause) auraient été réalisées par les Canadiennes et Canadiens sur les sites de sociofinancement Kickstarter et Indiegogo, faisant du Canada le troisième pays en importance sur Kickstarter pour le nombre de projets. Néanmoins, ce nombre serait bien inférieur à celui des États-Unis et du Royaume-Uni (Rocha, 2017).

Le sociofinancement (ou crowdfunding) est un moyen de financer des projets en développement par le biais d'investisseurs sociaux. Contrairement aux services financiers traditionnels, il réduit considérablement les frais et les pratiques administratives (Kisauzi, 2012). « Le financement participatif consiste à amasser des fonds auprès du grand public – au moyen d'Internet et des médias sociaux – sous forme de contributions individuelles dont l'ampleur demeure modeste relativement aux objectifs de la collecte » (TIESS, 2016, p. 3). Le financement participatif serait issu du concept plus général de production participative, qui fait réfère

rence à l'action, par une entreprise ou une institution, d'externaliser une fonction autrefois exécutée à l'interne vers un réseau de personnes non défini et généralement large sous la forme d'un appel ouvert (Howe, 2006). Relativement ancien, ce phénomène a connu un essor avec le développement des nouvelles TIC, plus particulièrement du Web 2.0, qui facilite la mise en relation d'un grand nombre d'acteurs dispersés (Burger-Helmchen et Pénin, 2011).

Le sociofinancement consiste en une forme d'externalisation qui rend possible la collaboration avec des individus à l'extérieur de l'entreprise ou de l'organisation. Sur le plan des pratiques collaboratives, le financement participatif est traditionnellement associé aux collectes de fonds sans but lucratif et au financement par la famille et les amis (capital de proximité ou *love money*). Le développement des plateformes collaboratives a étendu le financement de projets et a accentué la capacité des particuliers à jouer le rôle d'investisseur. Il représente une autre option aux formes de production interne ou à l'innovation en réseaux (Verganti, 2008; Burger-Helmchen et Pénin, 2011).

Actuellement, il existe trois modèles de financement participatif, soit le don, le prêt et l'investissement en capital, dont les caractéristiques distinctes sont présentées dans le tableau 1.

Don	Prêt	Investissement
<p>Le contributeur offre une contribution au projet sans attente de remboursement, de gain financier ou de droit de propriété.</p> <p>En échange du don, le contributeur peut recevoir une récompense sous forme de produit, service ou privilège (p. ex., un échantillon de produit, une primeur sur un jeu ou un film, etc.).</p>	<p>Le contributeur offre une contribution en échange de son remboursement sous une forme quelconque (p. ex., remboursement monétaire en entier).</p>	<p>Le contributeur achète une certaine forme d'équité, qu'il s'agisse de titres ou d'autres intérêts dans l'entreprise ou le projet (p. ex., des obligations ou des actions).</p>

Tableau 1 – Modèles de financement participatif

Au Québec et au Canada, le modèle de financement participatif le plus utilisé est le modèle du don, qui ne suppose pas de restriction réglementaire. Cette méthode nous semble particulièrement pertinente à étudier puisqu'elle permet principalement de financer des projets locaux, artistiques, culturels et humanitaires.

3. Initiatives régionales et locales : l'apport des plateformes de sociofinancement

Cette section consiste en une présentation d'initiatives régionales et locales réalisées à l'aide du sociofinancement sous forme de don, considérant la plus grande utilisation de ce modèle de financement participatif.

L'accès au financement est une préoccupation courante dans les différents types de territoires. Les collectivités éloignées du Québec sont plus fortement concernées par la gestion des ressources humaines, en particulier le recrutement et la fidélisation des personnes qualifiées dans les activités commerciales et la production. Il semble également que les compétences limitées des banquiers dans les régions essentiellement rurales limitent la capacité d'innovation des PME (OCDE, 2019).

Si l'écosystème entrepreneurial a évolué au cours des 20 dernières années grâce au développement du numérique, il a également mené au développement de nouvelles ressources liées au financement sur le Web (ICSB, 2019). Selon Belleflamme, Lambert et Schwienbacher (2013), le financement participatif se positionne comme l'option la plus plausible pour financer de petites entreprises en démarrage. En fait, plusieurs projets réalisés au Québec permettent de constater les possibilités offertes aux entreprises en démarrage, aux municipalités ou aux PME en perte de productivité. Ces projets témoignent d'un élan de solidarité permettant de rassembler les gens d'une communauté autour de la sauvegarde d'une entité locale ou de la réalisation d'un projet.

Récemment, dans la ville de Sherbrooke, une initiative a été lancée en collaboration avec la plateforme de sociofinancement La Ruche¹ afin de permettre aux restaurateurs de demeurer en activité durant la pandémie de la COVID-19, qui affecte durement l'économie et les emplois. Le projet Sherbrooke unie contre la pandémie a également pour but de soutenir les banques alimentaires, dont le nombre

de bénévoles, de denrées et d'entrées d'argent a diminué de façon drastique (La Ruche, 2020). Les contributeurs peuvent faire un don du montant de leur choix, sans récompense, ou remettre un montant établi en échange d'une carte-cadeau chez l'un des restaurateurs participants. Si au départ l'objectif de la campagne était de collecter 10 000 \$, ce sont 82 309 \$ qui ont été amassés au total.

Les impacts d'une telle plateforme sur la communauté semblent non négligeables. En effet, selon le site web de la plateforme en date du 31 août 2020, La Ruche est présente dans sept régions de la province, soit Québec, Montréal, l'Estrie, le Bas-Saint-Laurent, la Mauricie, Chaudière-Appalaches et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, et elle sera bientôt disponible à Laval et en Outaouais. Depuis sa création, la plateforme collaborative a récolté 6 059 252 \$ en financement participatif par le biais de 54 069 contributeurs, ce qui laisse présager que le sociofinancement peut véritablement agir comme une option aux sources de financement traditionnelles pour des initiatives régionales et locales.

À plusieurs kilomètres de distance, la campagne S'unir pour l'avenir en Abitibi-Ouest a vu le jour grâce à la collaboration de partenaires (MRC, carrefour jeunesse-emploi, société d'aide au développement des collectivités [SADC]), d'entrepreneurs et de citoyens. Le projet propose l'achat de cartes-cadeaux auprès des commerces participants, offre des bénéfices à toutes les parties prenantes et contribue à la vitalité commerciale et communautaire locale. Cela permet aux commerçants de recevoir des revenus, de payer leurs frais fixes et de préparer la relance commerciale, tout en augmentant le pouvoir d'achat de la population (La Ruche, 2020).

D'autres exemples récents font également état de la capacité des campagnes de financement participatif à soutenir la vitalité économique et sociale des communautés rurales ou éloignées grâce aux petites contributions individuelles auprès d'un grand bassin de donateurs. En fait, plusieurs auteurs soulèvent que le sociofinancement et le numérique permettent de facto d'inhiber les facteurs de temps et d'espace au profit d'investissements par un plus grand ensemble de contributeurs (Florida et Kenney, 1988, Mason, 2007, Brynjolfsson et

collab., 2009, Agrawal, Avi et Goldfarb, 2013, tous cités dans Lozic, Milkovic et Lozic, 2019).

Par exemple, dans l'Est du Québec, Causapscal, une municipalité de 2300 habitants située dans la MRC de La Matapédia, a lancé une campagne de financement participatif afin de financer la construction d'une passerelle piétonnière. En deux mois, le projet, qui a fortement mobilisé la communauté, a permis d'amasser plus de 100 000 \$ sur la plateforme collaborative La Ruche (Lelièvre, 2019). Les contributions étaient composées de dons effectués par des citoyens, d'anciens résidents et des amateurs de pêche qui fréquentent les lieux. Autre exemple : au cœur du village de Saint-Ubalde, situé dans la MRC de Portneuf, les villageoises et villageois se sont réunis, à la suite d'un appel à la solidarité, afin de sauver l'hôtel Chez Rolland, un endroit « mythique » pour la communauté (Haricot, 2020). En s'appuyant sur le projet du village de Saint-Adelphe, les citoyens et citoyennes qui ont joint le projet Ensemble, sauvons Chez Rolland partageaient une aspiration commune : conserver un endroit à vocation sociale. L'objectif était de réunir, sur la plateforme Haricot², la somme nécessaire pour faire l'acquisition collective de l'entreprise et, ainsi, contribuer à conserver la vitalité du village.

Néanmoins, la réduction des distances géographiques entre les nombreux bailleurs de fonds et les collectes de fonds ne permet pas d'assurer la réussite des campagnes de sociofinancement puisqu'il existe d'autres facteurs qui ont des impacts sur le succès des projets, notamment la distance culturelle et les campagnes promotionnelles. De plus, les banques continuent de détenir le monopole des ressources financières. Il est toutefois possible de

constater un renforcement de sources de financement non traditionnelles telles que les campagnes de sociofinancement pour soutenir des projets au sein des communautés (Lozic, Milkovic et Lozic, 2019).

Conclusion

L'objectif de cet article était d'explorer les possibles impacts du développement des plateformes de financement participatif sur la dévitalisation des milieux ruraux. Les exemples concrets présentés semblent démontrer un élan de solidarité permettant de rassembler les gens d'une communauté autour de la sauvegarde d'une entité locale ou de la réalisation d'un projet, ce qui renforce du même coup le sentiment d'appartenance au milieu (p. ex., augmentation de l'engagement social et de la participation citoyenne).

De plus, ces plateformes représenteraient une source de financement différente des institutions traditionnelles qui implique la participation active de la population au développement et à la préservation d'une localité. Dans certains cas, cela semble même agir comme soutien à la reprise économique (p. ex., les projets Sherbrooke unie contre la pandémie et S'unir pour l'avenir en Abitibi-Ouest) et comme outil afin de se doter d'infrastructures coûteuses (p. ex., une passerelle piétonnière).

Puisque l'arrivée de ces plateformes de sociofinancement est relativement récente au Québec et au Canada, et que les études sur le sujet demeurent rares, d'autres recherches permettraient de mieux comprendre les potentielles implications du financement participatif sur les municipalités en dévitalisation.

NOTES

- 1 La Ruche est un organisme à but non lucratif dont la mission est de favoriser l'émergence d'initiatives pour stimuler le rayonnement et la vitalité d'une région.
- 2 Haricot est la première plateforme de sociofinancement au Québec.

RÉFÉRENCES

- Acquier, A., Daudigeos, T. et Pinkse, J. (2017). Promises and paradoxes of the sharing economy: An organizing framework. *Technological Forecasting and Social Change*, 125(C), 1-10. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2017.07.006>
- Albinsson, P. A. et Yasanthi Perera, B. (2012). Alternative marketplaces in the 21st century: Building community through sharing events. *Journal of Consumer Behavior*, 11(4), 303-315. <https://dx.doi.org/10.1002/cb.1389>

- Autorité des marchés financiers. (2020). *Financement participatif – Crowdfunding : Le guide pratique*. Québec, QC : Autorité des marchés financiers Repéré à <https://lautorite.qc.ca/grand-public/investissements/investisseurs-avertis/financement-participatif-crowdfunding/>
- Arsel, Z. et Dobscha, S. (2011). Hybrid pro-social exchange systems: The case of Freecycle. *Advances in Consumer Research*, 39, 66-67. Repéré à https://www.acrwebsite.org/volumes/v39/acr_v39_9433.pdf
- Asano, C. (2016). *Canadian alternative finance crowdfunding market grows 48% from 2013-2015 and is predicted to reach \$190 million in 2016*. Toronto, ON: National Crowdfunding & Fintech Association (NCFa). <https://ncfacanada.org/2016-alternative-finance-crowdfunding-in-canada-industry-report>
- Béal, V., Cary, P., Fol, S. et Rousseau, M. (2019). Introduction : les villes en décroissance à la croisée des chemins. *Géographie, Économie, Société*, 21(1-2), 5-22. <https://doi.org/10.3166/ges.2019.0013>
- Belleflamme, P., Lambert, T. et Schwienbacher, A. (2013). Individual crowdfunding practices. *Venture Capital: An International Journal of Entrepreneurial Finance*, 15(4), 313-333. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2151179>
- Breau, S. (dir.) (2014). *Nouvelles perspectives en développement régional : essais en l'honneur de Donald J. Savoie*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Burger-Helmchen, T. et Pénin, J. (2011). Crowdsourcing : définition, enjeux, typologie. *Management & Avenir*, 41(1), 254-269. <https://doi.org/10.3917/mav.041.0254>
- Commission de l'aménagement du territoire. (2018). *Mandat d'initiative : accès aux services financiers de proximité en région*. Québec, QC : Assemblée nationale du Québec. Repéré à <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/cat/mandats/Mandat-39491/index.html>
- Dugas, C. (1991). Dévitalisation et décentralisation dans l'Est-du-Québec. Dans J. Chevalier, B. Jean, J.-L. Klein et N. Sztokman (dir.), *De la Loire au Saint-Laurent : des régions rurales face aux recompositions territoriales* (p. 111-124). Rimouski, QC : GRIDEQ. Repéré à http://semaphore.uqar.ca/id/eprint/448/1/de_la_foire_au_st-laurent.pdf
- Ertz, M., Durif, F. et Arcand, M. (2016). Collaborative consumption: Conceptual snapshot at a buzzword. *Journal of Entrepreneurship Education*, 19(2), 1-23. <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2799884>
- Ertz, M., Hallegatte, D. et Bousquet, J. (2019). *Les reconfigurations de l'échange marchand : tour d'horizon, enjeux et perspectives*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Gay, C. et Sostak, B. (2017). *Management de l'innovation : nouveaux enjeux et défis, méthodes faciles à appliquer, illustrations et témoignages récents*. Paris, France : Dunod.
- Haricot. (2020). *Sauvons chez Rolland*. Québec, QC : Haricot. Repéré à <http://haricot.ca/project/sauvonschezrolland>
- Howe, J. (2006, 6 janvier). The rise of crowdsourcing. *Wired Magazine*, 14. Repéré à <http://www.wired.com/wired/archive/14.06/crowds.html>
- Institut de la statistique du Québec. (2019). *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066 : édition 2019*. Québec, QC : ISQ. Repéré à <https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/perspectives/perspectives-2016-2066.pdf>
- International Council for Small Business (ICSB). (2019). *Annual global micro-, small and medium-sized enterprises report*. Washington, DC: ICSB. Repéré à <https://icsb.org/wp-content/uploads/2019/09/REPORT-2019.pdf>
- Kisauzi, D. (2012). Socio-financement. *ICT Update*, 69, 13. Repéré à https://books.google.ca/books?id=0HkvDgAAQBAJ&pg=PA13&lpg=PA13&dq=Kisauzi,+Dan+69&source=bl&ots=YE5p5J3DRqr&sig=ACfU3U2TMB8Vf2uCZ2jR5Js7eHsf-FDZXg&chl=fr&sa=X&ved=2ahUKEWja_srg-dPnAhXjIOAKHW5dAOcQ6AEwAHoECAkQAQ#v=onepage&q=Kisauzi%2C%20Dan%2069&f=false
- La Ruche. (2020). *Sherbrooke unie contre la pandémie*. Québec, QC : La Ruche. Repéré à <https://laruchequebec.com/fr/projet/sherbrooke-unie-contre-pandemie-7033>
- Lelièvre, D. (2019, 08 octobre). Financement participatif : nouvelle passerelle bientôt. Une municipalité de 2300 habitants réussit à amasser 100 000 \$ en 63 jours. *Journal de Québec*. Repéré à <https://www.journaldequebec.com/2019/10/08/financement-participatif-une-petite-municipalite-amasse-100-000>
- Lévesque, K. (2015, 10 avril). Villages en péril – La dévitalisation au Québec : des régions dévitalisées. *La Presse*. Repéré à http://plus.lapresse.ca/screens/e49aba24-4cae-4285-9154-53c122d20656__7C__DAiq_jX7Jz6r.html

-
- Li, Yuheng, Westlund, Hans et Liu, Y. (2019). Why some rural areas decline while some others not: An overview of rural evolution in the world. *Journal of Rural Studies*, 68, 135-143. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2019.03.003>.
- Lozic, J., Milkovic, M. et Lozic, I. (2019). *Entrepreneurship development in the context of postmodern: Future of entrepreneurship or adaptation to development of postmodern society*. Varazdin, Croatie: Varazdin Development and Entrepreneurship Agency (VADEA). Repéré à https://www.researchgate.net/publication/342004731_entrepreneurship_development_in_the_context_of_postmodern_future_of_entrepreneurship_or_adaptation_to_development_of_postmodern_society
- Möhlmann, M. (2015). Collaborative consumption: Determinants of satisfaction and the likelihood of using a sharing economy option again. *Journal of Consumer Behaviour*, 14, 193-207. <https://doi.org/10.1002/cb.1512>
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). (2010). *Des communautés à revitaliser : un défi collectif pour le Québec – Rapport du groupe de travail sur les communautés dévitalisées*. Québec, QC : Gouvernement du Québec. Repéré à https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/grands_dossiers/municipalites_devitalisees/rapport_communautes_devitalisees.pdf
- OCDE. (2019). *Le financement des PME et des entrepreneurs 2019 (version abrégée) : Tableau de bord de l'OCDE*. Paris, FR : Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/b0a04f38-fr>.
- Pisano, G.P. et Verganti, R. (2008). Which kind of collaboration is right for you? *Harvard Business Review*, 86(12), 78-86. Repéré à https://www.researchgate.net/publication/273356544_Which_Kind_of_Collaboration_is_Right_for_You
- Plante, L. (2010, 5 janvier). Dévitalisé dites-vous? *Le Nouvelliste*. Repéré à <https://www.lenouveliste.ca/actualites/devitalise-dites-vous-78fb1234e92e39155cc8f0317fc1b970>
- Polèse, M., Desjardins, P.-M., Shearmur, R. et Johnson, M. (2002). *La périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*. Montréal, QC : INRS – Urbanisation, Culture et Société/Institut canadien de recherche sur le développement régional.
- Rémillard, D. (2018, 13 mai). Services financiers en région: Cormier à la défense de Desjardins. *Le Droit*. Repéré à <https://www.ledroit.com/affaires/services-financiers-en-region-cormier-a-la-defense-de-desjardins-628b3688cf485827a43032e45927a2c6>
- Rocha, R. (2017). Voici le portrait du sociofinancement au Canada. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2017/04/kickstarter-indiegogo-projets-campagnes-sociofinancement-entrepreneurs-web/index.html>
- Simard, M. (2006). *Les services de proximité en milieu rural : rapport-synthèse portant sur la connaissance et l'enseignement des initiatives novatrices*. Rimouski, QC : UQAR. Repéré à <https://depot.erudit.org/bitstream/003291dd/1/ACR20042006JeanSimard-Rapport3.pdf>
- Statistique Canada. (2017). *Les municipalités au Canada ayant connu une décroissance de la population entre 2011 et 2016*. Ottawa, ON : Statistique Canada. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/98-200-x/2016002/98-200-x2016002-fra.pdf>
- Territoires innovants en économie sociale et solidaire. (2016). *Synthèse du séminaire : enjeux et opportunités du financement participatif pour l'économie sociale et le développement territorial*. Montréal, QC : TIESS. Repéré à http://www.tiess.ca/wp-content/uploads/2016/01/2016.01.15_Synthe%CC%80se_Se%CC%81minaireFP_Final.pdf
- Tremblay, S. et Vallières, R. (2013). *Du rural à l'urbain : les besoins et les motivations des personnes âgées pour vivre en milieu rural ou s'installer en milieu urbain*. Chicoutimi : Groupe de recherche et d'intervention régionales. Repéré à https://constellation.uqac.ca/2879/1/rapport%20a%C3%AEn%C3%A9s%20rural%20GRIR_versionFINALE.pdf
- Tussyadiah, I. P. et Pesonen, J. (2018). Drivers and barriers of peer-to-peer accommodation stay: An exploratory study with American and Finnish travelers. *Current Issues in Tourism*, 21(6), 703-720. <https://doi.org/10.1080/13683500.2016.1141180>
- Weinert, C. et Boik, R. (1995). MSU rurality index: Development and evaluation. *Research in Nursing and Health*, 18(5), 453-464. <https://doi.org/10.1002/nur.4770180510>.